



## Résumé des éléments-clés des précédents cycles de l'EPU

Lors du 3ème cycle de l'Examen périodique universel, la Belgique a reçu 17 recommandations relatives aux droits de l'enfant dans le contexte migratoire (recommandations 35.209 à 35.215, 36.34 et 36.58 à 36.67). Une part significative de ces recommandations portait sur l'interdiction de la détention des enfants pour des motifs liés à la migration, en conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l'enfant. La Belgique a accepté la majorité de ces recommandations et a récemment adopté la **loi du 12 mai 2024** interdisant l'enfermement des enfants en centres fermés, constituant une avancée législative importante et saluée par la société civile.

Toutefois, certaines préoccupations exprimées lors du 3ème cycle demeurent partiellement non résolues, notamment en ce qui concerne les **alternatives à la détention**, l'**accueil des familles avec enfants** et la **protection effective de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les politiques migratoires**.

## Contexte national

Malgré l'interdiction légale de la détention des enfants en centres fermés, **des familles avec enfants continuent d'être placées dans des structures dites "Maisons de retour", où les conditions de vie et les restrictions de liberté s'apparentent, dans les faits, à des formes de détention**.

Par ailleurs, l'annonce d'une **réévaluation de cette interdiction** dans un délai de deux ans suscite des inquiétudes quant à la pérennité de la protection accordée aux enfants, et crée une incertitude juridique et politique.

Dans le domaine de l'accueil, la Belgique fait face à une crise structurelle persistante. Des familles avec enfants, y compris des enfants non accompagnés, se retrouvent régulièrement sans hébergement, malgré des décisions judiciaires ordonnant leur accueil et assorties d'astreintes. Cette situation affecte directement l'exercice des droits fondamentaux des enfants concernés.

## Défis et impacts

Les principales difficultés identifiées concernent :

- L'**effectivité de l'interdiction de la détention des enfants**, notamment lorsque des dispositifs alternatifs présentent des caractéristiques assimilables à une privation de liberté ;
- L'**absence d'un accueil inconditionnel et continu pour les familles avec enfants**, exposant ces derniers à des situations de grande vulnérabilité, y compris l'itinérance ;
- L'**insuffisance des ressources structurelles et financières allouées à l'accueil**, en particulier pour répondre aux besoins spécifiques des enfants (santé physique et mentale, éducation, stabilité du cadre de vie) ;
- Des incertitudes persistantes concernant la **protection contre l'apatridie** et le traitement des **enfants belges détenus dans des zones de conflit**.



## RECOMMANDATIONS

- Maintenir dans la législation l'interdiction de placer des enfants en centres fermés, sans possibilité de régression, et de veiller à ce que toute mesure alternative respecte pleinement la liberté et l'intérêt supérieur de l'enfant.
- Veiller à ce que l'intérêt supérieur de l'enfant soit une considération primordiale, notamment pour les questions relatives à l'asile, au regroupement familial et à la détermination de l'âge.
- Renforcer dans les plus brefs délais les dispositifs d'accueil destinés à tous les enfants dans la migration, qu'ils soient non-accompagnés, séparés de leur famille ou accompagnés, afin d'assurer un hébergement effectif et continu conforme à l'intérêt supérieur de l'enfant et aux engagements internationaux de la Belgique, y compris par une mise en œuvre effective des décisions judiciaires.
- Doter l'agence nationale en charge de l'accueil des demandeurs et demandeuses d'asile (Fedasil), d'ici 2029, d'un budget suffisant et pérenne en vue de garantir une politique d'accueil juste, digne et respectueuse des droits humains et de répondre aux besoins spécifiques des enfants (santé physique et mentale, hébergement, enseignement, etc.). Maintenir le financement des autorités locales chargées de l'aide sociale afin d'assurer un accompagnement de qualité.
- Elaborer une politique proactive de rapatriement de tous les enfants belges détenus dans les zones de conflit, quel que soit leur âge. Mettre fin à toute détention préventive à leur retour et garantir un accompagnement psychosocial et éducatif adapté.
- Veiller à ce que les autorités belges garantissent qu'aucun enfant ne demeure apatride, et que les enfants nés sur le sol belge et ne pouvant bénéficier d'aucune autre nationalité obtiennent automatiquement la nationalité belge.

### Fiche en ligne :

<https://lacode.be/projet/upr-2026-factsheets/>



Commission nationale  
pour les droits de l'enfant

Contact : Séverine Acerbis  
severine.acerbis@ncrk-cn.de.be



Contact : Marie D'Haese  
mariedhaese@lacode.be



Contact : Pierre Trbovic  
pierre.trbovic@defensedesenfants.be



Contact : Marie Noël  
marie.noel@cfwb.be



Contact : Sien Crivits  
sien.crivits@stekr.net

Cette fiche d'information fait partie d'un ensemble de fiches rédigées au sujet de la situation des droits de l'enfant en Belgique à des fins d'information dans le cadre de l'Examen périodique de la Belgique. Leur rédaction ont été coordonnées par les OSC et INDH membres d'un groupe de travail sur l'EPU, piloté par la Commission nationale pour les droits de l'enfant.